

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION  
des LIBERTES PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT**

Bureau de l'Environnement  
et de la Concertation Locale

Arrêté de mise en demeure

**La Préfète de Saône et Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**SAS GUINET DERRIAZ INDUSTRIE  
38390 PORCIEU AMBLAGNIEU**

**Site de Farges les Macon**

**N° 08-00191**

**VU** le Code de l'Environnement, notamment le titre I du livre V et son article L 514-1,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 02/3917/2-3 du 27 novembre 2002 autorisant la société GUINET DERRIAZ à exploiter pour 20 ans une carrière sur le territoire de la commune de Farges les Macon,

**Considérant** que la carrière est exploitée par la société GUINET DERRIAZ INDUSTRIE et que la demande d'autorisation de changement d'exploitant prévue à l'article R516.1 du Code de l'Environnement n'a pas été adressée au Préfet,

**Considérant** que la société GUINET DERRIAZ INDUSTRIE est une entité juridique différente de la société GUINET DERRIAZ,

**Considérant** que la demande d'autorisation de changement d'exploitant doit notamment comporter les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution des garanties financières,

**VU** le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 11 janvier 2008,

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

**A R R Ê T E**

**ARTICLE 1er**

La société GUINET DERRIAZ INDUSTRIE, dont le siège social est 38390 PORCIEU AMBLAGNIEU, est mise en demeure d'adresser au Préfet, pour sa carrière située sur la commune de Farges les Macon, sous un délai d'un mois, la demande d'autorisation de changement d'exploitant prévue à l'article R516.1 du Code de l'Environnement devant

notamment comporter les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution des garanties financières.

## **ARTICLE 2**

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L514.1 du Code de l'Environnement.

## **ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

## **ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Maire de Farges les Macon, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le Maire de FARGES LES MACON,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, 15/17 Avenue Jean Bertin, 21000 DIJON,
- Mme la Directrice Départementale de l'Equipeement à MACON,
- Mme la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt à MACON,
- Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales à MACON,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à MACON,
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement à DIJON,
- M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à MACON,
- M. le Chef du Bureau de la Défense et de la Sécurité Civile à MACON,
- M. l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines - Inspecteur des Installations Classées, 206 Rue Lavoisier à MACON,
- L'exploitant.

MACON, le 22 janvier 2008

LA PREFETE  
Pour la Préfète,  
Le Secrétaire général de la préfecture  
de Saône-et-Loire



Michel HURLIN